

I F R A

Les Cahiers d'Afrique de l'Est

n° 21

Rumeurs et conflits à Magenche,
Gucha District

Les avatars d'une enquête démographique

Valérie Golaz*

* L'auteur est un chercheur à UPMF – Grenoble, France.

Rumeurs et conflits à Magenche, Gucha District

Les avatars d'une enquête démographique

Valérie Golaz*

Résumé

La réalisation d'une enquête démographique et économique dans la région de Magenche, à la limite sud du pays gusii, n'a pas été sans problèmes. La population qui vit le long de la frontière Gusii / Maasai à Magenche forme une société particulière. Elle est éloignée des principaux axes de communication dès les premières pluies et les accusations de sorcellerie y sont particulièrement courantes. Elle est particulièrement favorable au développement des rumeurs.

Malgré la diffusion jusqu'à Magenche de la politique anti-nataliste de contrôle des naissances du gouvernement, sa fécondité est supérieure à la moyenne gusii, déjà parmi les plus élevées du Kenya. Il en résulte parfois chez les habitants un sentiment de culpabilité.

Magenche subit également, depuis le début des années 1990, la montée de la violence entre Gusii et Maasai le long de la limite de province qui sépare ces deux groupes. Les altercations sporadiques du passé se sont transformées, lors des conflits politico-fonciers qui ont sévi dans une grande partie de la province de la Vallée du Rift, en état de guerre quasi permanent, entretenu par un groupe de bandits locaux et les intérêts politiques supérieurs.

La collecte de données chez les Gusii de Magenche a provoqué le développement de rumeurs concernant les objectifs cachés de l'enquête et des équipes enquêtrices, dans certaines parties de la zone d'étude. Il s'agissait dans la plupart des cas d'une mauvaise compréhension des moyens et des objectifs de l'enquête. L'assimilation des enquêtrices au gouvernement a bien failli mettre un terme prématuré à une enquête nécessairement longue et détaillée.

* L'auteur est un chercheur à UPMF – Grenoble, France.

Abstract

Carrying out a demographic and economic survey in Magenche (far south of Kisii district) was not an easy task. The people living in Magenche, along the Gusii/Maasai border, are a distinctive society. Magenche is alienated from the main roads from the moment the rains begin, and accusations of witchcraft abound. It is specifically pre-disposed towards rumour mongering.

Despite the spread of birth-control propaganda from the government, the fertility rate in Magenche is greater than the Gusii average, which already is among the highest in Kenya. This sometimes results in a feeling of guilt among the inhabitants.

Since the beginning of the 1990s, Magenche has suffered an escalation of violence between the Gusii and the Maasai along the boundary of the province separating the two groups. The sporadic disputes of the past were transformed during the political land clashes, into violent fighting. The land clashes have held sway over a large part of the Rift Valley province, in a semi-permanent state of war, maintained by a local group of bandits and higher political interests.

Data collection among the Gusii of Magenche provoked rumours concerning the hidden motives of the survey and the research team, especially in certain areas of the study zone. In most cases, this was due to a poor understanding of the means and objectives of the survey. The inclusion of the researchers in the government almost placed a premature end to a long and detailed survey.

Introduction¹

L'ancienne *sub-location* de Magenche, aujourd'hui divisée en deux *sub-locations*, Magenche et Nyamecheo, présente un ensemble de caractéristiques que l'on ne trouve nulle part ailleurs en pays Gusii. C'est une zone purement rurale et éloignée des axes principaux (18 km de l'axe Kisii / Kilgoris à Mogonga), qui compte, selon le recensement de 1989, 11 600 habitants sur une superficie totale de 16 km² (Kenya, 1994). Sa densité de population en 1989, 729 hb/km² (Kenya, 1994), est supérieure à celle de toutes les zones avoisinantes (carte 1) et à la moyenne Gusii, sans explication apparente. La ville de Kisii est en effet trop éloignée pour que son marché soit un lieu de vente régulier, il n'y a pas à Magenche d'usine ou d'entreprise locale susceptible d'y attirer la population, pas de route goudronnée mais une piste qui relie Magenche à Mogonga, par

¹ Je remercie l'IFRA et l'IEP-Paris pour leur assistance. Je tiens aussi à remercier Carolyn Wanja Gikonyo pour la rigueur de son travail et son soutien durant les quatre mois que nous avons passés ensemble à Magenche, ainsi que mes interprètes gusii, en particulier Perus Nyachuba, Zipporah Nyandwaro et Perris Ogugu.

Kenya. Elle est souvent inutilisable en saison des pluies pour les *matatu*² locaux ou les camions de la KTDA³ qui sont censés venir récupérer le thé pour l'emmener à l'usine d'Ogembo. Il n'y a aucune autre infrastructure (téléphone, électricité). L'altitude à Magenche est suffisante pour la culture du thé et du café (les régions situées aux confins du pays Gusii vers l'ouest et le nord-ouest ne remplissent pas cette condition). Enfin, Magenche se situe à la frontière avec le district de Trans-Mara, c'est un lieu d'échanges où l'influence et l'interdépendance entre Gusii et Maasai est forte.

² Taxi-brousse kenyan.

³ *Kenya Tea Development Authority*, organisation para-étatique chargée de la gestion des petits producteurs de thé, de la production à la vente aux enchères sur le marché international.

À la question, pourquoi la densité de population est-elle si élevée à Magenche, il y a plusieurs réponses possibles. Premièrement, il se peut que les statistiques officielles soient fausses, c'est-à-dire que l'effectif de population ou la superficie utilisés pour le calcul de la densité, soient faux. Deuxièmement, cette différence de densité est peut-être ancienne, et il faut alors comprendre pour quelles raisons l'implantation des ménages était plus dense à Magenche que dans les zones voisines. Troisièmement, la natalité est peut-être plus forte à Magenche, ou l'émigration moins forte que dans les zones voisines. Il est bien-sûr probable que tous ces facteurs soient présents. Il est par exemple intéressant de remarquer que les cartes administratives sont fausses. Sur la carte Kisii District, 1 : 50 000, la superficie couverte par les deux *sub-locations* Magenche et Nyamecheo, est de 14,7 km². Dans le recensement (Kenya, 1994), la superficie utilisée est de 16 km². La surface couverte en réalité, d'après les informations que j'ai recueillies sur place auprès des deux *Assistant Chiefs* en fonction et les cartes topographiques de la région, est 19,4 km². Il y a donc forcément une erreur.

Même si les densités de population officielles qui ont guidé le choix de mon terrain sont surestimées, mon étude fournit des renseignements utiles sur une économie rurale en situation de crise. À cette fin, j'ai réalisé une enquête biographique, sur un échantillon de 630 ménages représentatif des deux divisions administratives de Magenche et Nyamecheo. Les données ont été collectées de fin septembre 1997 à mi-mai 1998, et l'enquête a été effectuée avec l'aide de quatre enquêtrices kenyanes, non-Gusii, et de huit interprètes Gusii entre les mois de décembre 1997 et mai 1998. Les résultats présentés ici, dressant un portrait dynamique de la zone d'étude, sont une première approche d'une analyse plus approfondie⁴.

Je présente ici les premiers résultats de mon enquête en les rattachant à la représentation que les habitants de Magenche se sont fait de mon équipe de recherche, et aux rumeurs qui ont circulé à mon sujet. Tout au long de mon séjour sur le terrain, la représentation que les habitants avaient de moi a évolué. A mon arrivée, j'étais assimilée dans l'esprit de la plupart au développement local et à l'aide internationale, mon rôle était vu comme positif. Quelques bruits

⁴ Tous les résultats énoncés sont provisoires et sujets à correction ultérieure. L'objectif de l'enquête est de parvenir à une compréhension des comportements individuels à Magenche par l'analyse de l'arrivée au cours du temps d'événements démographiques, économiques ou sociaux, en interaction (analyse biographique), et de mettre en valeur l'apparition de groupes dont les comportements démo-économiques sont différents, selon des critères géographiques, lignagers et socio-économiques (analyse multi-niveaux).

ont couru à ce sujet, mais ont été rapidement démentis. Le fait que je ne donne rien à personne a fait glisser la représentation du chercheur vers une position plus neutre. Des rumeurs négatives se sont ensuite greffées sur une conception du chercheur comme interface entre le gouvernement et les habitants de la région. Cela apparaissait au niveau de la santé, en particulier dans tout ce qui concerne les enfants et la famille. Ces rumeurs sont plus difficiles à gérer que les premiers bruits, mais n'ont pas eu un impact important sur mes résultats. C'est alors qu'est née une rumeur plus négative encore, qui m'impliquait directement dans les conflits locaux.

La compétition pour le développement

Les premiers bruits, qui nous ont accompagnées durant tout notre séjour, ne peuvent pas vraiment être qualifiés de rumeurs, ce sont plutôt des espoirs individuels qui convergent. C'est l'idée que nous étions à Magenche pour aider, que c'était notre devoir d'aider. Cette représentation du chercheur comme porteur de développement dans une région où les habitants s'estiment défavorisés, pour la terre comme pour l'emploi, a donné lieu à des manifestations de jalousie entre différents groupes de personnes, en particulier entre nos interprètes et les autres jeunes femmes du même niveau scolaire.

L'aide à tout prix

Le fait qu'une personne étrangère se déplace et même vienne vivre dans une zone rurale que ses habitants considèrent comme défavorisée leur montre que quelqu'un s'intéresse à eux. Que cette personne vienne d'elle-même, dans un but académique, passer plusieurs mois sur place n'est pas concevable. D'abord, pour des raisons financières : vivre ailleurs que chez soi, d'autant plus à l'étranger, est coûteux. Il est donc nécessaire pour la personne d'être financée. Qui dit financement, dit soutien d'une organisation, et alors forcément, si une personne est financée pour aller enquêter dans une région donnée, cela signifie que cette région est le lieu d'un projet, ou bien va l'être, ou pourrait l'être. Mais ce n'est pas seulement ce genre de raisonnement qui donne lieu aux bruits, c'est aussi une perception de l'étranger différente : "*You have pity*" (Vous avez pitié). Les seuls étrangers rencontrés localement par la population sont des Japonais venant enseigner les sciences dans une école secondaire, des étudiants anglais, qui participent à l'entretien et l'amélioration d'une autre école, et des presbytériens écossais qui ont une mission et un hôpital à une quinzaine de kilomètres de Magenche, à Sengera. Toutes ces personnes sont présentes dans un contexte de don, don de soi à court ou long terme ou échanges de

compétences, ou d'aide au développement, qui fait que logiquement on peut penser que tout nouvel étranger apparaît, c'est dans le même cadre.

Que les habitants de la région attendent de l'aide n'est guère surprenant. À Magenche, un ménage possède en moyenne 0,9 ha (2,3 acres) de terre et comporte 7 personnes, c'est-à-dire que la surface cultivable par personne est inférieure à 0,13 ha (0,3 acres). L'une des sources de revenus sont les cultures de rente classiques. Il s'agit en grande partie de thé (69,5 % des ménages), de café (60,4 % des ménages), puis de pyrèthre (9,9 % des ménages). 79,9 % des ménages cultivent l'un ou l'autre de ces produits le thé, le café ou le pyrèthre. Ces cultures de rente sont parfois des cultures à très petite échelle : par exemple, 34 % des ménages qui cultivent du thé en ont moins de 800 buissons, ce qui est considéré par la KTDA comme le minimum économiquement viable. Quand au café, le nombre d'arbustes varie entre 3 et 7500 selon le ménage, et 36 % des ménages qui en possèdent ont moins de 100 caféiers. La présence de café dans de nombreux ménages ne signifie pas qu'il apporte des revenus à l'heure actuelle. En effet, l'interdiction de couper les arbustes fait que malgré leur faible rentabilité chez la plupart des cultivateurs, ils sont encore là pour témoigner d'une période d'espoir passée. La canne à sucre, bénéficiant du marché de l'alcool illégal (*chang'aa*) est une culture qui se développe, ainsi que l'horticulture (tomates et oignons) à destination des marchés voisins et de la ville de Kisii. La culture illégale du cannabis et la vente de ses dérivés ne concernent apparemment qu'un nombre limité de personnes, et sur une petite échelle (un à deux plants en moyenne). Contrairement au thé, au café ou au pyrèthre, ces dernières cultures (canne à sucre, tomates, oignons et cannabis) ne nécessitent pas d'investissement de départ et rapportent de l'argent dès la récolte. Le maïs, à la base de l'alimentation locale, est une culture vivrière souvent aussi destinée à la vente, mais seul un ménage sur 630 en a sur une assez grande échelle pour le vendre au *Cereal Board of Kenya*. À petite échelle, il est commercialisé sur les marchés par les femmes, en particulier les femmes âgées : 38 % des femmes de 50 ans et plus vendent du maïs sur le marché de Magenche.

Tableau 1 : Activités à Magenche

HOMMES

	50 ans et plus	de 40 à 49 ans	de 30 à 39 ans	de 20 à 29 ans	de 10 à 19 ans	de 0 à 9 ans	non réponse	Total
<i>Effectifs</i>	165	119	232	405	663	633	101	2318
Aucune activité	4,2%	2,5%	2,6%	7,4%	1,2%	51,2%	14,9%	17,0%
Agriculture	87,3%	70,6%	67,2%	55,8%	50,1%	16,7%	57,4%	47,7%
Emploi agricole	1,8%	5,0%	3,4%	3,2%	0,0%	0,0%	4,0%	1,5%
Emploi autre	9,1%	26,9%	31,5%	22,7%	0,6%	0,0%	16,8%	10,1%
Commerce	25,5%	26,1%	32,3%	18,3%	2,4%	0,3%	17,8%	11,1%
Petit commerce	1,8%	4,2%	3,4%	1,2%	0,3%	0,0%	2,0%	1,1%
Études	0,0%	0,0%	0,4%	20,2%	92,2%	48,2%	13,9%	43,7%

FEMMES

	50 ans et plus	de 40 à 49 ans	de 30 à 39 ans	de 20 à 29 ans	de 10 à 19 ans	de 0 à 9 ans	non réponse	Total
<i>Effectifs</i>	117	121	194	340	675	597	133	2177
Aucune activité	2,6%	0,0%	0,5%	2,1%	1,9%	44,9%	9,0%	14,0%
Agriculture	96,6%	98,3%	95,4%	85,9%	56,4%	19,8%	72,9%	59,9%
Emploi agricole	0,0%	0,8%	1,0%	0,3%	0,0%	0,0%	0,0%	0,2%
Emploi autre	0,0%	5,8%	12,4%	8,2%	1,9%	0,2%	0,8%	3,4%
Commerce	17,1%	23,1%	22,7%	20,9%	3,3%	0,2%	11,3%	9,2%
Petit commerce	10,3%	15,7%	16,0%	16,2%	1,8%	0,0%	4,5%	6,2%
Études	0,0%	0,0%	0,0%	14,1%	83,9%	54,3%	24,1%	44,6%

Source : V. Golaz, enquête Magenche 1997–1998.

Pour l'agriculture comme pour les autres activités, la plupart des ménages ont adopté ce que Orvis appelle une stratégie minimax : minimiser la possibilité de perte maximale (Orvis, 1989). Dès l'adolescence, hommes et femmes entrent dans la vie active. La pluri-activité est assez importante, de la femme qui cultive des légumes et les vend sur les marchés aux hommes qui peuvent avoir jusqu'à cinq activités différentes en un même lieu. Entre 20 et 50 ans, au moment de l'enquête, 31,2 % des femmes et 24,9 % des hommes ont pour source de revenus principale des commerces licenciés ou des activités informelles (tableau

1). Seulement 8,8 % des femmes ont un emploi formel, alors que 23,9 % des hommes en ont un. Les employés agricoles formels (migrants travaillant à la récolte du thé dans le districts voisins de Bomet et Kericho pour la plupart) sont peu nombreux. Toujours entre 20 et 50 ans, 59,5 % des femmes et 48 % des hommes n'ont pas de source de revenus directe, à part pour certains les cultures de rente, dont le bénéfice revient généralement au chef de ménage.

Dans 64 % des ménages, personne n'a d'emploi. Dans 24 % des ménages, personne n'a de ressources financières autre que par les cultures de rente, et 4,5 % des ménages n'ont aucune ressource financière assurée. Ils sont donc dans une situation précaire, dépendants de membres de leur famille étendue qui eux-mêmes ont des parents plus proches dans le besoin.

Au cours de notre séjour à Magenche, la plupart du temps, les bruits liés à l'aide ou au développement local concernaient le secteur de la santé. Un homme me dit un jour que mon mari lui avait promis d'établir un centre de santé la prochaine fois qu'il viendrait, et qu'il fallait que je le lui rappelle. À Magenche, il y a un dispensaire public, à la tête duquel se trouve un médecin. Il est aidé par des infirmiers. Je n'ai jamais réussi à rencontrer le médecin sur son lieu de travail. C'est un lieu où la corruption s'est développée, et où le stock de médicaments n'est pas toujours suffisant (cela se produit pour les plaquettes de pilules comme pour les traitements anti-paludéens, dont la population avait pourtant bien besoin début 1998, quand une vague de *highland malaria* a touché la région). Les gens sont donc contraints, quand ils en ont les moyens, d'aller à l'hôpital, plus loin, où dans l'une des "cliniques" privées tenues à Magenche, dont le directeur n'est souvent qu'un infirmier, mais qui ont les médicaments et les vendent à un prix raisonnable.

Dans d'autres cas, c'était l'électricité ou l'eau courante. Des femmes, alors qu'elles attendent leur tour à une source presque asséchée pour prendre l'eau, font le silence à mon passage, et quand mon hôte du moment leur demande ce qui se passe, elles disent « quand est-ce que cette *mzungu* (blanche) va nous apporter l'eau courante ? » À Magenche, comme dans la plupart de la région, les sources sont canalisées et cimentées. Les femmes n'ont qu'à attendre à l'arrivée d'eau que celle-ci coule. L'eau est limpide, et potable. Le choléra que l'on trouve en pays luo n'arrive pas jusque-là. Lorsqu'il y a une sécheresse⁵, le débit des sources est moindre et parfois intermittent, ce qui force les femmes et les enfants dont c'est l'une des tâches quotidiennes à attendre en faisant la queue à la source. Cela n'est pas fréquent, puisque les pluies sont en général

⁵ À Magenche, on appelle « sécheresse » toute période de plus de deux semaines au cours de laquelle il ne pleut pas.

régulières tout au long de l'année. Mais l'apport d'eau par les sources durant ces périodes de « sécheresse » est crucial, car les autres moyens de se procurer de l'eau (rivière, eau de pluie) ne sont plus utilisables non plus.

Cette attitude, qui consiste à attendre de l'aide des autres, me poursuivait longtemps. On sentait aussi dans les remarques continuelles à mon égard une attitude fataliste, comme si les gens savaient que je n'allais rien faire pour eux, mais ils essayaient quand même, résignés. Quotidiennement, cela va du vieil homme qui demandait 5 Ksh pour aller boire un coup à la personne qui nous demande ce que nous attendons pour commencer notre boulot humanitaire. Nos explications ne servaient qu'à une escalade d'espairs, et il n'y avait pas moyen de détromper les gens. La rumeur persista donc un certain temps, s'estompant seulement après plusieurs mois, au vu de l'absence de réaction et d'initiative de ma part.

De l'aide à l'injustice

Mais en pratique, au delà des mots et des intentions, ma présence à Magenche a légèrement modifié l'économie locale, en particulier dans la deuxième partie de mon séjour, lorsque trois assistantes de recherche m'ont rejointes. Au-delà de notre consommation et de la demande de nourriture et de produits frais que nous avons apporté, nous employions aussi quatre interprètes quotidiennement. Les huit jeunes femmes qui nous ont aidé de la sorte, avaient toutes passé leur examen de fin d'études (KCSE), étaient célibataires, sans enfant ni emploi. Nombreuses sont les jeunes femmes dans ce cas car, en général, l'inscription dans un institut d'études supérieures (écoles d'infirmières ou de maîtres) prend une année scolaire, temps pendant lequel les parents peuvent songer aux moyens de récolter les fonds nécessaires aux études de leurs enfants. La durée de cette période constitue le facteur le plus important d'abandon d'études à ce niveau. En effet, la période d'oisiveté, de recherche d'emploi ou d'activité qui suit la fin de la scolarité est un moment où chacun s'écarte du système scolaire. Personne n'a beaucoup d'espoir de trouver un emploi intéressant ou de trouver les moyens de poursuivre des études. Tous prennent conscience du coût que représentent leurs éventuelles études. Les jeunes hommes apprennent à se débrouiller tout seuls. Ils utilisent cette période pour rendre visite à leurs amis, cousins ou frères susceptibles de leur trouver un emploi. Les jeunes femmes sont poussées à se marier, et le font d'autant plus volontiers que leur futur mari leur promet un emploi.

Tableau 2 Population fréquentant un établissement scolaire au moment de l'enquête

Age	Taux de scolarisation	
	Hommes	Femmes
30 ans et plus	0%	0%
25-29 ans	4%	3%
20-24 ans	33%	22%
15-19 ans	84%	70%
10-14 ans	99%	96%
5-9 ans	86%	89%
4 ans et moins	12%	16%
Non renseigné	14%	24%

Source : V. Golaz, enquête Magenche 1997-1998.

À Magenche, les taux de scolarisation sont forts, ce qui cache le véritable problème sous-jacent à la crise économique. Comme partout au Kenya, la scolarisation des enfants coûte cher, environ 100 KSh en primaire, et 4000 KSh en secondaire pour une année. Il faut ajouter à cela le coût des livres et des uniformes, et de l'argent supplémentaire pris pour des activités diverses et pour les frais d'examen. La plupart des parents ont des difficultés pour envoyer leurs enfants à l'école, même primaire. Il y a un phénomène de « nomadisme » scolaire, qui fait qu'un enfant commence l'année dans une école, est renvoyé après un mois ou quelques semaines, y retourne parfois un mois plus tard, est à nouveau renvoyé, change d'école, essaie cette même stratégie sur la nouvelle école, etc. Outre les changements d'enseignants et de milieu, cette catégorie de la population n'a jamais d'année scolaire complète : souvent l'enfant a été absent plus de trois mois sur une année. Le niveau général des classes est donc assez faible, et le taux de redoublement important. Ainsi en fin de cycle primaire (*Standard 8*), 55 % des garçons et 68 % des filles ont déjà redoublé au moins une classe, en fin de cycle secondaire (*Form 4*), 55 % des garçons et 39 % des filles ont déjà redoublé au moins une fois. Les personnes actuellement en *Form 4* ou au-delà ont en moyenne suivi 12,7 années d'études au lieu de 12. Le redoublement est de plus en plus courant.

Les filles sont scolarisées plus tôt que les garçons, mais quittent aussi l'école plus tôt en moyenne. Alors que dans le passé, les filles étaient moins instruites que les garçons, cette tendance est inversée chez les moins de vingt ans : les jeunes filles de 15 à 19 ans sont en moyenne plus avancées dans leurs études que les garçons, et ont en moyenne moins redoublé qu'eux. Au moment de

l'enquête, à Magenche, 16 jeunes femmes de 20 à 24 ans, sur 167, ont fini leurs études, sont célibataires, résident chez leurs parents et n'ont pas d'autres activités que les tâches familiales quotidiennes (agriculture, vente de légumes, tâches ménagères et garde d'enfants).

Il n'a donc pas été difficile de trouver des jeunes femmes disponibles pour travailler avec nous. Le choix de notre première interprète posait cependant problème. La jalousie à Magenche est omniprésente. Comme ailleurs en pays Gusiï, elle se place à tous les niveaux : entre membres d'une même famille, entre familles, entre lignages, entre clans, entre églises, etc. Sachant que dans chaque famille étendue, il y a au moins une candidate éligible, comment et qui choisir ? La décision fut simple : réunir les chefs de chaque commune et leur demander à chacun de présenter une candidate. Nous nous chargeons de choisir parmi les jeunes femmes pré-sélectionnées. De cette manière-là, nous avons évité la rancune de beaucoup, qui nous avaient déjà contactées pour que nous considérions leur fille. L'un de nos critères était la confession religieuse de la jeune femme. En effet, à Magenche 80,4 % de la population est adventiste et 13,4 % catholique. Or les adventistes, dont faisait partie notre première interprète, ont pour règle de ne pas travailler le samedi. Alors que notre travail avançait, nous ressentions de plus en plus le besoin d'une interprète du samedi. Il nous a donc fallu chercher d'autres associées.

Petit à petit, nous avons fait connaissance avec d'autres jeunes femmes, et certaines semblaient répondre à nos critères. C'est ainsi que l'équipe s'est agrandie. Et c'est à ce stade qu'une rumeur s'est formée. Comme je suis allée avec l'une de mes interprètes interroger le directeur et plusieurs professeurs de l'école secondaire où elle avait passé ses examens, le bruit s'est répandu immédiatement que j'étais en train de me renseigner pour son avenir, et que j'allais l'aider elle et pas les autres (ce qui aurait été normal, elle était mon amie). Ce bruit c'est transformé en quelques jours en un autre, beaucoup plus faux. Les gens pensaient que je m'étais procuré à Nairobi, lors de l'un de mes voyages, les formulaires d'inscription en école d'infirmière, qu'ils attendaient tous avec impatience. C'est ainsi que des jeunes femmes sont venues intriguer autour de chez moi pour savoir si j'étais prête à les donner à d'autres qu'à mes protégées. Cela m'a permis de faire leur connaissance et de recruter des interprètes supplémentaires pour la suite de l'enquête.

Ces premiers bruits montrent que l'image du chercheur n'est pas toujours celle qu'il espère donner. Sans nuire à mon travail, ils m'ont montré à quel point ma venue à Magenche a déclenché un processus complexe d'espairs et d'attentes, qui ne se sont pas réalisés. J'ai refusé d'entrer dans un engrenage de dons gratuits qui contribue à nourrir de faux espoirs, empêchant ainsi l'attente

de la population locale de cristalliser. À Magenche, les espoirs se sont progressivement amenuisés au cours de mon séjour, et mes relations avec la communauté se sont alors consolidées sur de meilleures bases.

Enfants, mariage et sorcellerie

Il est très facile pour un bruit inoffensif de se transformer en rumeur négative. Ainsi, l'image du chercheur comme instrument de l'aide internationale s'est associée à l'image négative d'un gouvernement prêt à tout pour poursuivre ses propres logiques, souvent mal comprises au sein de la population, en partie dans les régions d'opposition dont Magenche fait partie. Le chercheur a alors une image négative et floue, on ne sait plus quoi en penser. C'est ainsi que des rumeurs sont apparues, définissant mon rôle comme celui d'exécutrice de mesures pour l'État (apprentissage de la contraception, assassinat des enfants dans les familles trop nombreuses). Puis elles ont progressivement laissé place à d'autres rumeurs, qui, elles, nous définissaient comme faisant le mal pour notre propre compte et par des moyens redoutés (vol de mari et usage de la sorcellerie pour tuer).

La contraception discrète

L'un des bruits qui a couru à notre sujet, est que nous étions envoyées à Magenche pour sensibiliser la population à l'usage de méthodes contraceptives modernes. Le dispensaire situé à Magenche était à l'origine financé et achalandé par l'aide danoise Danida, c'est aujourd'hui le gouvernement qui devrait avoir pris la relève. Le rapport entre une jeune femme blanche venant dans une région comme celle de Magenche et la santé avait été fait de manière immédiate : je devais travailler pour Danida ou avoir été envoyée par une autre organisation dans un but similaire.

Apparemment, les personnes influencées par cette rumeur avaient décidé de nous fermer leur porte. Personne n'aurait voulu être vu en train de parler avec nous, quels que soit ses besoins ou désirs en matière de contraception. À moins, bien-sûr, d'être employé par nous. Parmi la douzaine de jeunes femmes que nous avons interviewées avant de les employer comme interprètes, deux nous ont spontanément dit qu'elles étaient prêtes à expliquer à d'autres femmes l'intérêt d'utiliser des préservatifs.

L'information est présente : 94,3 % des personnes interviewées connaissent au moins une méthode de contraception, et savent où se la procurer. 35 % ont été informées par la radio, 38 % par des travailleurs de la santé, le reste par

leurs amis ou parents, parfois par l'école pour les jeunes interviewés. L'usage de méthodes de contraception modernes à Magenche est en hausse : 39,4 % des femmes de plus de 15 ans ont déjà utilisé une méthode contraceptive moderne, et 28 % des femmes de 15 à 49 ans en utilisent une au moment de l'enquête. L'enquête sur la contraception et les enquêtes démographiques et de santé réalisées au Kenya de 1984 à 1998 montrent l'évolution des taux d'utilisation de méthodes contraceptives modernes (tableau 3). Il faut noter dans ce tableau combien l'estimation de l'usage de méthodes de contraception trouvée en 1993 pour les femmes mariées de la zone appelée « Kisii rural » est supérieur à ce que l'enquête de Magenche révèle. Cette différence persiste lorsque l'on considère les femmes mariées de Magenche. Il est probable que ceci montre simplement que la région de Magenche n'est pas représentative de l'ensemble du pays Gusii.

Tableau 3 Taux d'usage de méthodes de contraception chez les femmes de 15 à 49 ans

	1984 ^a	1989 ^b	1993 ^c			1998 ^d	1997–1998 ^e
	Kenya	Kenya femmes mariées	Kenya femmes mariées	Nyanza femmes mariées	Kisii rural femmes mariées	Nyanza femmes mariées	Magenche
Rien	85,0 %	76,2 %	74,1 %	76,0 %	59,7 %	71,8 %	72,0 %
Méthode moderne	8,1 %	14,9 %	20,7 %	24,0 %	37,9 %	24,9 %	25,0 %
Méthode traditionnelle	6,9 %	8,9 %	5,2 %		2,4 %	3,4 %	3,0 %

Sources : (a) Kenya Contraceptive Prevalence Survey 1984, (b) Kenya Demographic and Health Survey 1989, (c) Kenya Demographic and Health Survey 1993, (d) Kenya Demographic and Health Survey 1998, (e) V. Golaz, enquête Magenche 1997–1998

La méthode la plus utilisée est l'injection trimestrielle (Depro provera), utilisée par 16,5 % des femmes de 15 à 49 ans. C'est pour les femmes le moyen le plus commode et efficace de ne pas tomber enceinte : il leur suffit d'aller dans une clinique ou un dispensaire une fois tous les trois mois. C'est plus discret que de prendre la pilule tous les jours (3,6 % des femmes de 15 à 49 ans), et les femmes gagnent du temps et prennent moins de risques : la pillule est distribuée par plaquette d'un mois, il faut donc une visite tous les mois, et les stocks sont parfois épuisés.

Tableau 4 Méthodes de contraception utilisées (au moment des enquêtes) en pays Gusii par les femmes de 15 à 49 ans

Moyen de contraception utilisé au moment de l'enquête	1993 ^a	1997–1998 ^b
	Kisii rural (femmes mariées)	Magenche
Aucun	59,7%	71,9%
préservatifs	1,7%	0,0%
injection	16,2%	16,5%
Pillule	5,5%	3,6%
ligature des trompes	12,8%	4,0%
stérilisation masculine	0,0%	0,3%
Norplant	1,7%	0,7%
calendrier	1,7%	2,3%
Retrait	0,3%	0,0%
autre méthode traditionnelle	0,3%	0,7%

Sources: (a) Kenya Demographic and Health Survey 1993, (b) V. Golaz, enquête Magenche 1997–1998.

Les préservatifs ont un succès relatif. 23 % des hommes disent en avoir déjà utilisés, pour seulement 5,5 % des femmes. Le préservatif n'est pas considéré comme un moyen de contraception comme les autres, mais suite aux campagnes de prévention contre le SIDA, il est associé très fortement aux relations extra-conjugales. Les femmes avouent donc difficilement qu'elles en ont déjà utilisé, et les hommes qui en ont utilisé l'ont souvent fait ailleurs que chez eux, en ville par exemple, avec un partenaire du moment. Le problème majeur lié à la contraception reste celui de l'information des jeunes femmes et hommes de moins de 20 ans. Ceux-ci, déjà initiés, sont sensés être informés en matière de sexualité. Mais traditionnellement, au sein de la famille, les parents ne doivent pas aborder le sujet avec leurs enfants, seuls les grands-parents peuvent parler librement de tout avec leurs petits-enfants⁶. Or les grands-parents sont les personnes les moins compétentes en matière de maladies et de contraception moderne. Il y a récemment eu une grande polémique en matière

⁶ Chaque individu est lié aux autres membres de la société gusii par des règles complexes de respect ou de honte — *nsoni*- et de plaisanterie — *echeche* —, qui lui dictent son comportement en présence de ces personnes. Cela a été étudié dès les années 1950 par les Mayer (Mayer I, 1975).

d'éducation sexuelle à l'école au Kenya⁷. Certains catholiques et adventistes pensent encore que l'instruction en cette matière pousserait les jeunes à la débauche.

Dans tous les cas, utiliser des moyens contraceptifs est une chose, mais cela doit être fait discrètement, car c'est toujours un sujet sensible. Nous avons été prévenues très rapidement de cette rumeur, par plusieurs personnes qui en avaient entendu parler sans être influencées, car elles savaient déjà ce que nous venions faire. Elle s'est éteinte petit à petit, au fur et à mesure que nous expliquions le but de notre présence dans la région à chaque personne interviewée.

Le chercheur infanticide

La culpabilité liée à la fécondité

Comme la contraception, la fécondité est un sujet sensible, car une fois de plus, deux attitudes s'opposent : les natalistes et les autres. Chez les Gusii, la fécondité est ce que les hommes attendent avant tout de leur femme. La stérilité est une cause de divorce ou d'un deuxième mariage du mari. Dans le passé, les enfants avaient une valeur importante, car ils soulageaient le travail des parents dans les champs, et les aidaient dans leur vieillesse. Aujourd'hui, ils ne peuvent pas aider autant durant la première partie de la vie, car il faut les scolariser si l'on veut qu'ils puissent subvenir aux besoins de leur famille future et aider leurs parents, et dans la deuxième partie de leur vie, lorsque ce sont les parents qui deviennent dépendants, la situation financière des enfants est telle que les transferts inter-générationnels ne s'inversent pas toujours en faveur des parents.

Au cours d'une interview, un homme s'est adressé à sa femme, en ekeGusii, pour lui dire « [Le Président] Moi va être en colère contre nous ! » Il nous a expliqué ensuite que le président avait déclaré un jour que 6 enfants devait être le maximum.⁸ Il avait deux femmes et quinze enfants vivants. Le taux brut de natalité à Magenche est passé de 37 % en 1987 à 27 % en 1997. Le taux global de fécondité (rapport des naissances aux effectifs moyens de femmes entre 15

⁷ La polémique a débuté en 1995, voir par exemple « Child at risk », EAS 03/05/95. Parmi les jeunes enquêtés, une grande partie ont néanmoins reçu un enseignement dans le cadre scolaire, concernant la contraception sous ses différentes formes.

⁸ Je n'ai pas retrouvé l'intervention du président à laquelle il faisait référence, mais celui-ci n'hésite pas à se contredire en public sur le sujet, comme en 1989 ("Lack of family planning results in poverty - Moi", EAS, 14/09/89).

et 45 ans) est passé de 85 % à 47 % au cours de la même période. L'indice synthétique de fécondité à Magenche est de 5,45 enfants par femme en 1997.

Tableau 5 Évolution de l'indice synthétique de fécondité

	1977-1978 ^a	1984 ^b	1989 ^c		1993 ^d		1998 ^e	1997-1998 ^f
	Kenya	Kenya	Kenya	Nyanza	Kenya	Nyanza	Kenya	Magenche
I..S.F.	8,26	7,7	6,7	7,1	5,4	5,8	4,7	5,45

Sources: (a) Kenya Fertility Survey 1977-1978, (b) Kenya Contraceptive Prevalence Survey 1984, (c) Kenya Demographic and Health Survey 1989, (d) Kenya Demographic and Health Survey 1993, (e) Kenya Demographic and Health Survey 1998, (f) V. Golaz, enquête Magenche 1997-1998.

Cette chute de la fécondité s'est produite dans le Kenya entier, mais survient plus tard dans les zones rurales telles que Magenche comme le montrent les enquêtes DHS réalisées en 1989, 1993 et 1998 dans l'ensemble du pays (tableau 5).

La remarque concernant le Président Moi était faite sur le ton de la plaisanterie. Elle montre cependant qu'il y a une culpabilité latente liée à la fécondité ; que les gens ont généralement peur que des mesures soient prises par le gouvernement, et aussi qu'ils pensent que je peux être l'informateur précédant la réprimande. Ce qui ici était exprimé sur un ton léger, d'autres personnes l'avaient probablement pensé et gardé pour elles. Souvent, lorsque après les premières questions je demandais à la personne interrogée de me parler de toutes les personnes vivant dans son ménage, et de tous ses enfants, on me demandait d'abord, avec méfiance, de ré-expliquer pourquoi j'avais besoin de cette information-là et ce que j'allais en faire. Mais le plus grave est arrivé quand les gens ont pensé que je pouvais être l'exécutrice de mesures de répression de la forte natalité.

L'injection mortelle

Au sud-ouest de Magenche, le bruit a couru que je transportais dans mon sac tout le nécessaire pour effectuer des injections mortelles sur tous les enfants après le quatrième. Ce n'est qu'après plusieurs mois que cette rumeur est apparue, et il a fallu beaucoup de patience pour la démentir. Les résultats de l'enquête ne semblent pas avoir été affectés par la rumeur, car malgré beaucoup de réticences les parents répondaient quand même aux questions, mais en général les enfants s'enfuyaient à mon arrivée. Bien sûr les personnes déjà

interviewées pouvaient démentir la rumeur, mais elle a persisté quelques semaines. Comme souvent, chacun pensait que les démentis de ses voisins et ami(e)s pouvaient cacher des intentions malfaisantes. La rumeur a donc traîné, d'autant plus qu'elle touchait aux enfants dont la protection de la vie est l'un des soucis majeurs de la mère. À Magenche, le taux brut de mortalité en 1997 est de 13,9 %, ce qui est relativement faible par rapport au reste de l'Afrique, mais plutôt fort par rapport aux estimations des Nations Unies pour le Kenya. En 1996, le taux brut de mortalité pour la période 1990–1995 est estimé à 11,8 % (ONU, 1998). À Magenche, le taux de mortalité est en hausse depuis le début des années 1990. Il valait en effet à Magenche, selon mes données, environ 6 % en 1991–1992, ce qui est probablement légèrement sous-estimé. La mortalité infantile est-elle aussi en hausse, passant de 32,6 % entre 1983 et 1987 à 52 % entre 1993 et 1997. L'enquête KDHS 1998 montre une hausse de la mortalité infantile comparable dans l'ensemble du Kenya depuis la fin des années 1980 (NCPD, CBS & MI, 1998). Cette hausse globale de la mortalité n'est probablement pas seulement due au sida, mais aussi à la fatigue du système de santé kenyan et à la pauvreté croissante. Les gens ont de moins en moins les moyens de s'offrir des soins de santé, et le sida reste un sujet peu abordé en pays Gusii. La mortalité infantile, au cours des cinq dernières années, est attribuée dans 31 % des cas au paludisme, dans 16 % des cas à des problèmes de poumon ou de gorge. Seuls 2 % des cas sont attribués à la sorcellerie contre le bébé (mauvais oeil), mais 34 % des morts restent inexplicables.

Sorcellerie et polygamie

Les nombres, signe extérieur de sorcellerie

Les croyances en la sorcellerie sont importantes à Magenche. Il ne se passe pas un jour sans qu'une nouvelle rumeur à propos de sorcellerie se propage⁹. En général, une personne étrangère au milieu, comme moi-même ou mes assistantes de recherches, est neutre pour la sorcellerie : elle ne peut ni agir à l'encontre des autres, ni subir la sorcellerie des autres. Mais bien sûr, des rumeurs sont quand même apparues. Tout a commencé le jour où une femme enquêtée a remarqué que pour tirer au sort l'individu à enquêter au sein du ménage, pour la deuxième partie de l'enquête, nous attribuions à chacun un

⁹ Pour plus de détails concernant la sorcellerie en pays gusii, voir Philip Mayer (1954) et Robert LeVine (1963). Il ne semble pas qu'il y ait de diminution sensible de la sorcellerie au cours des 50 dernières années, ce qui recoupe ce que Sarah LeVine trouvait à la fin des années 1970 (LeVine S., 1979, p.54).

nombre différent. Pour elle, immédiatement, l'attribution d'un nombre relevait de la sorcellerie : nous étions en train de choisir la personne à tuer au sein de sa famille. Cette interview-là a dû être interrompue de manière précipitée, la femme chassant mon assistante de recherche avec fracas, et lui interdisant de s'approcher de qui que ce soit dans sa famille. Nous avons ensuite pu prendre contact avec son mari, qui nous a dit qu'il ne pouvait rien y changer. La femme s'est mise à prévenir toutes ses voisines et amies que nous étions des adeptes du culte de Satan venus sucer leur sang¹⁰, mais de nombreuses personnes ne l'écouterent pas et nous dirent que s'il y avait une sorcière, c'était bien elle ! Entre temps, elle avait cependant réussi à convaincre quelques adolescents que nous étions à leur recherche pour boire leur sang. Il nous a fallu attendre de les croiser « par hasard » pour pouvoir les enquêter, puisqu'ils disparaissaient mystérieusement à chaque fois que l'une d'entre nous se rendait à leur domicile. À Magenche, 94 % des femmes et 88 % des hommes ont peur de la sorcellerie, 30 % connaissent quelqu'un qui en a été victime, et 18 % connaissent quelqu'un qui en est mort ou qui en est encore malade.

Les voleuses de mari

L'une de mes assistantes de recherche a été victime d'une autre rumeur. Une femme a un jour refusé de répondre à ses questions, car elle avait entendu dire que nous étions venues voler leurs maris. Après une longue conversation animée, la situation est revenue au calme. Cependant, quelques jours plus tard, alors qu'une autre de mes assistantes de recherche s'approchait de l'habitation d'une jeune femme, qu'elle était sensée interviewer, celle-ci est devenue hystérique. Pleurant, hurlant, lui disant d'attendre au moins qu'elle parte avant de s'installer, elle a commencé à rassembler ses affaires. Malgré les explications renouvelées de l'enquêtrice, et la confirmation des voisins, l'interview a dû être reporté, et effectué par une autre assistante de recherche. Lors de la visite de celle-ci, la jeune femme s'est excusée, en disant que son mari n'était pas revenu chez lui depuis plusieurs mois.

Cette femme a cru tout simplement que son mari, vivant à Nairobi, avait décidé de prendre une seconde femme et de l'envoyer vivre sur sa terre avec la première. Avec celle d'être chassée de sa belle-famille, c'est la peur qui ronge toute femme chez les Gusii, surtout avant que le mari n'ait payé la compensation matrimoniale (LeVine, 1982 & Håkansson, 1986). Dans tous les cas, une femme seule est vue comme une concurrente potentielle, et mes relations avec les femmes ont donc été plus méfiantes, moins détendues

¹⁰ C'est une rumeur assez courante en Afrique de l'Est, liée aux abus de la médecine coloniale.

qu'avec les hommes, ce qu'avait déjà remarqué Margrethe Silberschmidt (1991, p.25).

Tableau 8 Statut matrimonial des hommes

Âge	15 à 19	20 à 24	25 à 29	30 à 34	35 à 39	40 à 44
célibataires	98%	73%	9%	7%	0%	0%
en union	2%	22%	81%	93%	100%	100%
<i>dont monogames</i>	100%	100%	95%	100%	97%	94%
<i>dont polygames</i>	0%	0%	5%	0%	3%	6%
veufs / séparés / divorcés	0%	5%	11%	0%	0%	0%
Effectif total	58	37	47	42	33	16
Âge	45 à 49	50 à 54	55 à 59	plus de 60 ans	Total	
célibataires	0%	0%	0%	0%	31%	
en union	100%	67%	87%	91%	64%	
<i>dont monogames</i>	70%	75%	85%	80%	92%	
<i>dont polygames</i>	30%	25%	15%	20%	8%	
veufs / séparés / divorcés	0%	33%	13%	9%	4%	
Effectif total	10	6	15	5	291	

Source : V. Golaz, enquête Magenche 1997–1998.

La polygamie chez les Gusii n'est pas un phénomène de grande ampleur. Il s'agit de petite polygamie, n'excédant pas trois femmes en général. Le nombre moyen de femmes par homme en union¹¹ est de 1,07 à Magenche selon les hommes : 7 % des hommes en union à Magenche disent être polygames au moment de l'enquête, un seul a trois femmes ; 15 % des femmes en union disent que leur mari est polygame.

Mais ce qui est intéressant, c'est la polygamie des hommes jeunes. 5 % des hommes de 25 à 29 ans sont polygames, alors que le taux de polygamie décroît régulièrement avec l'âge jusqu'à disparaître pour les 30–34 ans. Si dans le passé, la polygamie était un signe de richesse (nécessité d'avoir le travail d'une femme supplémentaire pour cultiver sa terre, possessions de moyens suffisants pour payer une compensation matrimoniale supplémentaire), ce n'est plus le cas

¹¹ J'utilise « en union » dans le sens d'une femme vivant avec ou chez un homme, indépendamment du paiement de la compensation matrimoniale, qui se produit de plus en plus tard dans l'union, voire jamais (Håkansson, 1988).

aujourd'hui, puisque la compensation matrimoniale n'est plus payée de manière systématique. Même si les familles s'accordent encore souvent sur un montant, celui-ci n'est parfois jamais payé, ou le paiement s'étale sur l'ensemble de la vie. Une femme seule avec des fils a beaucoup de mal à se marier ou remarié, et c'est pourtant crucial pour elle : c'est le seul moyen d'accéder au statut de femme et d'avoir accès à la terre en pays Gusii. Seule, elle n'a pas d'accès à la terre (Håkansson, 1986 & Silberschmidt, 1995) et ses enfants n'existent même pas pour la société : la structure patrilinéaire des lignages fait qu'il n'ont pas d'identité en dehors du mariage de leur mère. Alors que l'âge au premier mariage est passé à Magenche au cours des vingt dernières années de 17,8 ans à 20,4 ans pour les femmes, 3,5 % des femmes de 20 à 35 ans sont aujourd'hui séparées ou divorcées, et vivent chez des parents proches. On n'a pas d'information sur les femmes qui sont séparées et ont dû quitter la terre, car la famille ne l'avouerait jamais. Seulement 14,5 % des unions débutant après 1993 ont été officialisées par un début de paiement de compensation matrimoniale au moment de l'enquête, et si l'on ne prend en compte que les unions de la dernière année, ce taux descend à 13,3 %. Sachant que ces données sont probablement surestimées, car l'honneur des personnes interrogées voudrait que le paiement ait été conclu, on voit que le paiement de la compensation matrimoniale, pour beaucoup, est devenu une caractéristique du passé¹².

Tableau 9 Paiement de la compensation matrimoniale

Date au mariage	N'ont pas commencé à payer		ont commencé ou fini de payer		Total
marié avant 1968	3	4,7%	61	95,3%	64
mariés entre 68 et 77	6	10,5%	51	89,5%	57
mariés entre 78 et 87	25	18,0%	114	82,0%	139
mariés entre 88 et 98	145	72,5%	55	27,5%	200
<i>mariés entre 88 et 92</i>	<i>51</i>	<i>56,7%</i>	<i>39</i>	<i>43,3%</i>	<i>90</i>
<i>mariés entre 93 et 98</i>	<i>94</i>	<i>85,5%</i>	<i>16</i>	<i>14,5%</i>	<i>110</i>
Total	179	38,9%	281	61,1%	460

Source : V. Golaz, enquête Magenche 1997–1998

Cette rumeur a d'autant plus effrayé la femme que mon assistante de recherche était kamba. Autant les Luo et les occidentales sont soupçonnées

¹² Cette évolution coïncide parfaitement avec ce que Thomas Håkansson a trouvé dans la première moitié des années 1980 en pays gusii (Håkansson, 1988).

d'avoir des moeurs plus légères, autant les Kamba sont redoutées pour leurs pratiques de la sorcellerie. Or la sorcellerie est importante entre les femmes, en particulier quand elles sont co-épouses (LeVine, 1963). Des 743 femmes de mon enquête, six sont des Luhya, six des Kikuyu, six des Kamba, deux des Tanzaniennes et toutes les autres sont des Gusii (97,5 %). Les hommes rencontrent des femmes d'un autre groupe ethnique lorsqu'ils émigrent. À Magenche, 15,8 % des hommes sont actuellement absents de leur domicile, et 10,7 % résident ailleurs qu'en pays Gusii. De ceux-ci, 10 % ne reviennent plus chez eux, 28 % reviennent, mais moins d'une fois par an seulement. Souvent les femmes soupçonnent leur mari d'avoir une autre femme là où il réside et de la leur cacher. Inversement, l'autre femme ne sait pas toujours que son mari a déjà une femme chez lui.

La rumeur a dû s'éteindre d'elle-même, car nous n'avons pas eu de problème supplémentaire de ce côté-là. Toutes ces rumeurs étaient de peu d'amplitudes, localisées autour de marchés différents, répartis dans toute la zone d'étude. Elles ne sont donc pas issues d'un groupe de la population en particulier, mais trahissent une crainte universelle de la personne inconnue ou mal connue. Cette crainte est tournée vers des différences culturelles, qui semblent énormes pour les femmes Gusii. La plupart d'entre elles associent en effet l'étranger à l'absence de tabous sexuels, la faible fécondité, et la légèreté des moeurs. Ainsi le décalage existant en matière de fécondité entre certains discours présidentiels ou les attentes des organisations internationales, et la réalité, laisse à une grande partie de la population un sentiment de culpabilité, qui se transforme facilement en méfiance, voire en hostilité, vis-à-vis d'un potentiel intermédiaire du gouvernement ou des organisations internationales.

Conflits, rumeurs et banditisme

La dernière série de rumeurs dont nous avons été victimes, les plus dangereuses de toutes, sont liées à l'atmosphère générale conflictuelle de la zone d'étude. La région de Magenche, située à la frontière entre Gusii et Maasai, est depuis longtemps le lieu de vols de bétails, et plus récemment de conflits ethniques. En 1997, de nouveaux conflits sont apparus le long de cette frontière, et une rumeur apparaît à Magenche, affirmant que j'ai un rôle dans ces conflits. À la source de la rumeur se trouve un groupe d'agitateurs bien connus, mais assimilés à l'ensemble de leur sous-clan.

Les conflits entre Gusii et Maasai : perspective historique

Des relations de voisinage animées

La division administrative de Magenche jouxte le district de Trans-Mara. L'installation des habitants actuels dans cette zone date de la fin des années 1920 (selon mes sources, les premiers adventistes arrivèrent en 1927), au cours desquelles des migrants en provenance d'une région située au nord d'Ogembo, le chef-lieu du district de Gucha, se sont installés dans la région de Magenche, fuyant les densités de population de leur région natale¹³. Ces personnes, certaines organisées par l'Eglise adventiste, d'autres à leur propre compte, ont défriché la terre qui n'était pas cultivée jusqu'alors. Leurs voisins, les Uasin-Gishu Maasai, ont été brutalement relocalisés dans la zone du district de Narok d'alors, aujourd'hui Trans-Mara, située à la frontière de la « réserve » coloniale Gusii, à peu près à la même époque. Cette migration forcée, décidée dans le *Agreement of 1911 on Masai Reserve Boundaries*¹⁴, est l'une des préoccupations du gouvernement colonial jusqu'aux années 1930¹⁵. Depuis leurs premiers contacts, il y a entre Gusii et Maasai des vols de bétail, plus ou moins intenses selon le moment, en général peu meurtriers. Dès leur installation, les Gusii utilisent les terres situées de l'autre côté de la limite administrative de leur réserve pour faire paître leur bétail¹⁶. Les vols de bétails, dans les deux sens, découlent de perceptions différentes du statut de la terre de la région voisine du territoire officiel des Gusii. Afin de limiter ces vols de bétail et les conflits qui s'en suivent régulièrement, le gouvernement colonial ordonne en 1934 de creuser un fossé le long de la limite administrative¹⁷ déjà démarquée en 1928 en présence de leaders locaux et de membres de l'administration locale¹⁸. En 1940, la réglementation change, le Trans-Mara est déclaré *closed district*, et il faut jusqu'en 1972 avoir un laissez-passer en règle et une raison valable pour se rendre de l'autre côté de la frontière. Les tentatives répétées du gouvernement colonial visant à empêcher les échanges et surtout les mélanges de population n'empêchent pas les marchés de se développer dès la fin des années 1930 le long de la frontière (Waller, 1984). Avec les marchés de bestiaux, les vols de bétail augmentent (Waller, 1984). Un leader local nous dit que les conflits les plus marquants dont il se souviennent ont eu lieu au début des années 1960. En

¹³ La première allusion à la densité de population date de 1924, et l'administrateur de la région prévoit alors des migrations vers le Sud et l'Est, ce qui s'est produit par la suite (DC/KSI/3/2).

¹⁴ DC/NRK/6/2/1.

¹⁵ PC/RVP/6A/1/2/1.

¹⁶ Waller, 1984, p.280. "The Kisii are now closely settled along the Maasai-Kisii boundary, along and over which the cattle of both tribes graze daily, with the result that complaints of stock being lost or stolen are becoming more and more frequent" DC/NRK/1/1/2.

¹⁷ DC/NRK/1/1/3.

¹⁸ DC/NRK/1/1/2.

1961, la police intervient en effet dans les conflits frontaliers, faisant deux morts et trois blessés. Une piste est alors établie le long de la frontière pour permettre aux patrouilles de police de circuler, et d'accéder plus rapidement aux zones en conflit (DC/KSI/1/23).

Les élections de 1992 et la politisation des conflits

Cette piste existe encore aujourd'hui, et malgré son mauvais état reste carrossable par des véhicules à quatre roues motrices. Plus que jamais, les Gusii sont dépendants des terres maasai. De l'autre côté de la frontière, une bande d'environ cinq kilomètres de profondeur est quasiment entièrement louée ou vendue à des Gusii. Les contrats de locations sont établis entre propriétaire et locataire, pour des durées variant d'une saison à un temps illimité. Ces locations ont commencé à la fin des années 1960, mais ne se sont monétarisées qu'autour de 1980. A Magenche, 22 personnes interviewées sur 616 (3,5 % de la population) ont vécu dans un ménage Gusii possédant de la terre en pays maasai, en moyenne 2,9 ha. Par ailleurs, 52 % des personnes interrogées ont vécu dans un ménage louant de la terre en pays maasai, en moyenne 1,5 ha. Enfin 22 % des ménages louent de la terre en pays maasai au moment des derniers conflits, en moyenne 1,2 ha. De plus, de nombreux kisii travaillent, du côté maasai, en particulier sur les marchés et dans les transports qui lient Enoosaini et Ngararu à Kilgoris et Kilgoris à Kisii. Les Maasai dépendent des Gusii pour les transports, les marchés (et aussi les bars !). Les femmes Gusii épousent parfois des hommes maasai, et vivent en pays maasai, tout en continuant à rendre visite à leur famille¹⁹.

Il faut envisager ce conflit dans le contexte de ces relations étroites d'interdépendance. En 1991, à l'approche des premières élections législatives et parlementaires multipartites, les vols de bétails classiques le long de la frontière ont dégénéré en conflit armé. Des conflits frontaliers de même type sont apparus le long d'autres frontières de la province de Rift Valley du, ainsi que des conflits locaux activés par des proches du gouvernement de Moi visant à renvoyer les populations non-Kamatusa²⁰, susceptibles de voter contre la KANU, hors de cette province²¹. Des hommes armés, ayant suivi une

¹⁹ Le contraire n'existe pas à ma connaissance. Les Gusii se plaignent que les femmes Maasai sont fainéantes et ne savent pas cultiver. De plus, un mariage dans ce sens-là est beaucoup moins avantageux économiquement, car la compensation matrimoniale pour une femme maasai est beaucoup plus élevée que celle pour une femme gusii.

²⁰ Kamatusa est l'abréviation de Kalenjin, Maasai, Turkana et Samburu, groupes ethniques vivant essentiellement dans la Rift Valley et soutenant le président Moi.

²¹ Pour plus de détails sur les conflits de 1991-1992, voir Médard, C., 1996.

formation para-militaire organisée par le gouvernement, auraient combattu aux côtés des Maasai (DN 04/02/99). Selon un de mes informateurs, des policiers censés vivre au camp d'Enosaini ont été progressivement hébergés par les Maasai, et chaque famille maasai avait ainsi un policier chez elle. Selon un autre, les combattants étaient des Kalenjin. Dans la région de Magenche, les Gusii ont reçu l'appui informel de quelques amis Kuria. Les Kuria et les Gusii sont les seuls groupes ethniques de langue bantou au sud-ouest du Kenya²². Séparés géographiquement par les Maasai, ils ont développé un réseau économique et social important. Les Kuria ont une longue histoire de vols de bétail avec les Siria Maasai, comparable à celle des Gusii avec les Uasin Gishu Maasai²³. Habitant une région située à la frontière de la Tanzanie, ils peuvent se procurer des armes à feu. Ils ont aussi du poison pour les flèches et les lances, qu'ils extraient d'une plante poussant chez eux. Certains d'entre eux ont une formation militaire accomplie ou un entraînement para-militaire²⁴. Ces mercenaires Kuria sont en relation avec les bandits Gusii. Lorsque la situation s'envenime à la frontière Gucha-Trans Mara, ceux-ci font appel à eux. Lors des conflits de 1991–1992, les GSU²⁵ ont été envoyés rechercher les Kuria vivant à Magenche, fouillant les maisons, battant tout le monde et violant les femmes sur leur passage.

Le chercheur sur un terrain en guerre

Configuration des conflits de 1997

À l'approche des dernières élections, les vols de bétail ont à nouveau dégénéré, entraînant une nouvelle vague de violence²⁶. De manière à sécuriser le vote dans leurs circonscriptions respectives, certains candidats au parlement n'ont pas hésité à encourager les combats, prônant justice et vengeance des deux côtés, fournissant nourriture, argent et munitions. Tout a commencé en août 1997, et la situation n'est revenue à la normale que vers juin 1998. Les combats, qui ne concernent que les hommes, sont de plusieurs types.

²² Philip Mayer pense que certains clans Gusii et Kuria sont des résidus d'un même groupe bantou qui se serait divisé (Mayer, 1949).

²³ Voir par exemple DC/NRK/1/1/3; Annual Reports 1939–1956, 1953, et (Heald, à paraître).

²⁴ Plus de 50 % de l'armée de Nyerere partie se battre en Ouganda en 1980 sont des Kuria (Heald, à paraître). D'autre part, les Kuria rencontrés à Magenche m'ont dit qu'ils avaient été formés par un certain Chacha, près de Kehancha.

²⁵ Troupes para-militaires dépendant directement du ministère de l'intérieur kenyan.

²⁶ Dans toute cette partie, pour des raisons évidentes, je ne donne pas les noms de mes informateurs.

Il y a d'abord le vol de bétail, en général immédiatement suivi par un raid de récupération des bêtes volées. Ces raids sont d'ordinaire organisés par la personne volée, qui appelle à l'aide tous les hommes de son entourage pour partir, armés de runqus, lances, arcs et flèches, à la recherche de la bête ou des bestiaux volés. Parfois l'administration locale les accompagne (*Chief* et *Assistant Chief* concernés) avec quelques policiers²⁷. Les vols ne sont pas uniquement des vols entre Gusii et Maasai. Du côté Gusii, il y a des voleurs et des receleurs de bétail, qui travaillent parfois à leur propre compte, parfois pour le compte des Maasai. Cela permet aux Maasai de voler du bétail à l'intérieur des terres Gusii sans être vus. Les bêtes volées pour les Maasai disparaissent rapidement, les autres sont rapidement utilisées.

Il y a ensuite les batailles rangées, au cours desquelles les Gusii et les Maasai s'affrontent en lignes, armés de lances, d'arcs et de flèches. Ces batailles sont souvent planifiées à l'avance par les deux camps, ou parfois suivent une attaque nocturne des Maasai. Elles suivent des règles bien précises, peuvent être interrompues à tout moment si les conditions météorologiques se dégradent, ou si l'heure d'un repas ou la nuit approchent. L'habillement différencie les camps : les Maasai, habillés habituellement à l'occidentale, mettent pour ces occasions leur couverture rouge. L'habillement Gusii est plus hétéroclite, avec une simple règle : pas de rouge, mais plutôt des couleurs claires. Les hommes, habituellement en pantalons, revêtent parfois un simple short, « pour pouvoir courir plus vite » selon l'un d'entre eux. En général, il y a toujours quelques Gusii déguisés en Maasai pour semer le trouble. Peu de flèches sont empoisonnées, car on ne trouve pas de poison dans la végétation locale. Tout est organisé pour s'occuper des blessés si jamais il y en a : plusieurs *matatu* de Magenche attendent pour pouvoir conduire le plus vite possible les blessés Gusii à l'hôpital de Kisii. Ces combats font souvent des blessés, parfois graves, mais tuent rarement. À Magenche, 33 % des ménages comprennent au moins un individu qui participe à ces combats, 11 % fabriquent leur propres armes, 3,5 % les vendent.

Enfin, les règlements de compte, qui enveniment la situation, sont de loin les plus meurtriers. Ils sont le plus souvent effectués avec un *panga* du côté Gusii. On découpe en rondelles un jeune Maasai qui s'attarde à la sortie de l'école pour boire un coup avec des copains²⁸. Du côté Maasai, c'est le feu qui est utilisé. Les Maasai attaquent la nuit et mettent le feu aux maisons ou aux greniers à maïs les plus proches de la frontière, technique qui selon les Gusii

²⁷ Des *Administration Policemen* (AP), opérant sous les ordres de l'administration locale.

²⁸ DN 16/10/97.

leur ont été apprises par les guerriers Kipsigis envoyés par le gouvernement en 1992. Les occupants de ces maisons, s'ils ne peuvent s'enfuir, brûlent avec. Sur la plupart des habitations, la porte comporte un loquet intérieur et un extérieur. Les maisons situées en bordure de frontière à Osani ne comportent pas en général de fenêtre : il n'y a ainsi qu'une entrée à surveiller. Mais la fenêtre peut aussi sauver la vie : un Gusii a réussi à sortir par la fenêtre et à tuer un Maasai alors que celui-ci mettait le feu à son toit de chaume, après avoir verrouillé la porte de l'extérieur, pensant ainsi empêcher quiconque de sortir de la hutte. Pour des raisons évidentes de sécurité, en période de conflits, les femmes et les enfants habitant les points les plus dangereux de la zone frontalière vont se réfugier chez des amis ou de la famille habitant dans des zones moins sensibles. La femme continue à cultiver son champ la journée, mais ne dort pas chez elle. C'est aussi ce qui se produit lorsque sa maison a été brûlée, en attendant qu'une autre soit construite.

Les événements

Dès août 1997, des GSU sont postés à Kiango²⁹. Leur mission officielle, c'est la dissuasion. Ils patrouillent régulièrement le long de la piste frontière, par petits groupes, harcelant les personnes qu'ils rencontrent. Celles-ci sont en grande majorité Gusii, mais il est probable qu'ils auraient aussi harcelé les Maasai. Ils sont armés, mais ont pour ordre de ne pas utiliser leurs armes, à moins d'être sûr de faire le même nombre de victimes des deux côtés. Mais dans tous les cas, l'opinion publique est opposée à eux. Les souvenirs de leur comportement en 1992 (au moment des élections) sont encore frais, leur présence oppressante.

Il y a eu plusieurs pics de violence rendus publics durant les conflits de 1997–1998, comme les troubles du 20 novembre 1997 à Kilgoris, qui ont fait officiellement 12 morts, et l'affrontement Gusii contre GSU le 19 décembre 1997, qui a fait deux victimes de chaque côté. Dans les deux cas, l'administration locale a été impliquée. Dans cas de Kilgoris, c'est le *District Commissioner* lui-même qui, à l'aide de ses propres véhicules, a ordonné et exécuté le rapatriement des Gusii de Kilgoris vers leur district d'origine. Cette action ambiguë, qui a probablement sauvé la vie de plusieurs Gusii, avait apparemment été planifiée³⁰. Pour l'assassinat des GSU, il s'agit d'un *Assistant*

²⁹ EAS 20/08/97

³⁰ Mathias Rutten mets en avant les relations de Litole avec l'un des candidats KANU de la circonscription électorale de Kilgoris, située de l'autre côté de la frontière à Magenche, que le vote gusii aurait défavorisé (Rutten, 1998).

Chief du côté Gusii qui aurait encouragé la mise à mort³¹. La veille, le 18 décembre, 11 jours avant les élections, Moi avait déclaré les districts de Gucha et Trans-Mara « *security zone* », interdisant ainsi aux autres candidats des présidentielles de venir y faire campagne³². Ceux-ci n'en tiennent pas compte, profitant du mécontentement général à l'encontre du gouvernement qui ne semble pas vouloir apaiser les conflits.

À part dans quelques cas, où l'idéologie xénophobe d'un *Assistant Chief* ou d'un *Chief* a pu être exploitée soit par des candidats aux législatives soit par des membres du gouvernement, ce sont en général les hommes politiques qui manipulent directement la population, parfois en complicité avec leurs collègues opérant du côté maasai³³. Parfois aussi, le conflit a pu leur échapper, ou leur glisser des mains.

Le coup manqué

En décembre, des Kuria s'installent de nouveau dans la région de Magenche. Ils sont armés de fusils et de pistolets artisanaux, fabriqués par leur propre soin avec des pièces détachées diverses et du bois d'eucalyptus. Ils vivent seuls ou par petits groupes, le long de la frontière, dans des habitations momentanément abandonnées pour cause de danger. Ils harcèlent la population locale, qui les craint et qui doit subir leurs caprices car ils sont armés. Les femmes en particulier se plaignent de viols et du fait qu'ils s'invitent régulièrement à manger chez elles. Les contacts que j'ai eus avec eux au cours de mes interviews montraient des hommes fumant en permanence (signe de richesse), tremblant dès le matin³⁴ et saouls en fin d'après-midi. Leur « travail » est de protéger la frontière, et souvent nous avons entendu des coups de feu. Ils se sont vantés d'avoir tué des Maasai et des Luo, mais très peu de morts par balle ont été rapportés officiellement.

Le soir du 20 février 1998, un groupe d'hommes, Gusii et Kuria, loue pour la soirée l'un des *matatu* de Magenche pour se rendre à la ville de Kisii. Leur but est entre autres d'attaquer une station service et de revenir avec l'argent trouvé là-bas. Or la police les y attendait. Parmi les attaquants, un Kuria au moins meurt sur le coup, plusieurs blessés arrivent à s'enfuir. L'un d'entre eux est dans un état grave. Le surlendemain, dans la matinée, un camion de GSU

³¹ Source et noms confidentiels.

³² DN 19/12/97.

³³ ER 1/12/97.

³⁴ Abus de marijuana, que l'on trouve dans ma zone d'étude.

débarque à Magenche à la recherche des survivants de l'opération. L'ensemble de la population s'enfuit en pays maasai, où il serait trop difficile de les poursuivre. La tentative échoue, mais l'un des blessés meurt. Les Kuria disparaissent. Les bandits Gusii, eux, sont chez eux, ils restent. Ce fait n'est pas paru dans la presse nationale, il s'agit pourtant d'un moment décisif dans les conflits locaux.

Ceux-ci se sont progressivement calmés, mais les esprits encore agités n'avaient pas hésité à associer mon départ pour Nairobi et l'arrivée, le même matin, des GSU à Magenche. La rumeur est donc née de cette coïncidence. Jugeant mon départ suspect, un groupe d'agitateurs mal informés ont lancé l'idée que j'étais l'informatrice de l'administration locale, et donc de la police. C'est moi, qui avais interviewé les coupables, qui avais même pris des photos d'eux et qui ensuite les aurais dénoncés, photos à l'appui, aux autorités. Dans un premier temps, le bruit courait que j'étais responsable de la mort du Gusii impliqué, et que la mort serait punie par la mort. Mon retour à Magenche prit la communauté par surprise : je n'avais jusqu'alors jamais été absente plus longtemps que quelques jours, et je revenais d'une période d'un mois en France, personne ne s'attendait à me revoir.

Comme je continuais mon enquête comme si de rien n'était, concentrant cependant le travail sur des zones géographiquement éloignées de celle d'où venait la rumeur, celle-ci s'est peu à peu affinée et dédoublée. Je disais ouvertement et en public que je n'avais rien à me reprocher. Toute personne réfléchie ayant commis une telle mésaction ne serait pas revenue risquer sa vie sur les lieux de la rancoeur, d'autant plus qu'avec la méfiance générale régnant à Magenche, je n'étais plus en mesure de remplir mon rôle d'informateur. Donc si telle avait été la raison de ma présence sur le terrain, ce ne l'était certainement plus maintenant. Quelques jours plus tard, la rumeur m'impliquait encore plus dans l'histoire, disant que c'était moi qui avais mis en place le piège, et prévenu les Kuria ou Gusii avec lesquels j'étais en contact du coup qu'ils pourraient faire en ville. De plus, les gens craignaient de s'attaquer à ma vie, car si j'étais vraiment employée par le gouvernement local, celui-ci se vengerait probablement de manière spectaculaire. Il était donc question, à titre d'amusement et de vengeance, non pas de me tuer, mais de me faire la preuve de la galanterie locale³⁵. Les confirmations vinrent de toutes parts, à demi-mot, du genre : « *Faites attention, qui-vous-savez sont en train de mettre un plan au point contre vous. Vous feriez mieux de partir.* »

³⁵ Pour certains hommes de Magenche, violer une femme est un acte de galanterie, puisqu'on aurait pu tout aussi bien la tuer.

La nouvelle rumeur que je me suis immédiatement chargée de faire courir, est que j'avais l'intention de rester à Magenche jusqu'à la fin de l'année. Cela laissait à mes agresseurs potentiels huit mois pour s'organiser, alors que j'espérais bien avoir fini mes enquêtes en quelques semaines.

Dans ce contexte, je m'attendais à avoir le soutien des femmes en particulier, et de toutes les personnes instruites en général. Grave erreur sur les deux plans ! Le seul dialogue possible avait lieu avec les hommes. Pour les femmes, lorsqu'elles ne m'étaient pas ouvertement favorables, elles étaient entièrement renfermées sur elles-mêmes, et il était alors impossible de leur parler ou même de s'approcher d'elles. Les hommes instruits étaient aussi divisés, et certains d'entre eux persuadés de la véracité des rumeurs à mon égard. À titre d'exemple, un instituteur dont je voulais interviewer le père, m'a empêché de le rencontrer, en prétendant être la personne que je cherchais. Il a menti tout au long du questionnaire, mélangeant des réponses concernant son père à des réponses le concernant lui-même. Après une demi-heure de ce jeu infructueux, je lui ai demandé ce qui le rendait si méfiant, et là il était clair qu'il croyait la rumeur. Une heure entière d'argumentation n'a rien changé à son état d'esprit, et je suis partie avec le conseil de ne jamais revenir sur les terres de sa famille. Un autre instituteur, que j'avais cherché un jour, m'attendait le lendemain avec un dizaine d'autres hommes armés de *rungu* (massues) en tous genres. Une de mes assistantes de recherche, présente ce jour là dans le voisinage, a dû courir se réfugier ailleurs³⁶. Le niveau d'instruction ne semble pas être là un facteur de compréhension décisif.

La situation étant en passe de dégénérer, j'ai alors au recours à une nouvelle méthode. J'avais remarqué, lors de la visite d'une amie anglaise, que peu de personnes faisaient la différence entre elle et moi, bien que nos physiques soient à mon sens très différents. Je décidais donc de me faire passer pour une autre. La nouvelle version de l'histoire était que pour une raison mystérieuse la première enquêtrice blanche, Valérie, avait refusé de revenir sur le terrain (avait-elle peur ?) et que j'avais été envoyée pour terminer son travail. Moi, Evelyne, je n'avais rien à voir avec l'histoire qui s'était passée un ou deux mois plus tôt, dont d'ailleurs je ne connaissais pas les détails. Je ne sais pas à quel point cette tactique a fonctionné, mais j'ai réussi de la sorte à terminer mon enquête au coeur de la zone trouble en une dizaine de journées de travail acharné, dans une atmosphère tendue, sans problème majeur.

³⁶ J'avais heureusement établi la règle de ne jamais annoncer ma visite dans les zones que j'estimais dangereuses, et je laissais passer au moins une journée avant de retourner chercher des personnes que je n'avais pas trouvées la première fois.

Qui dit Nyagenke dit rumeur

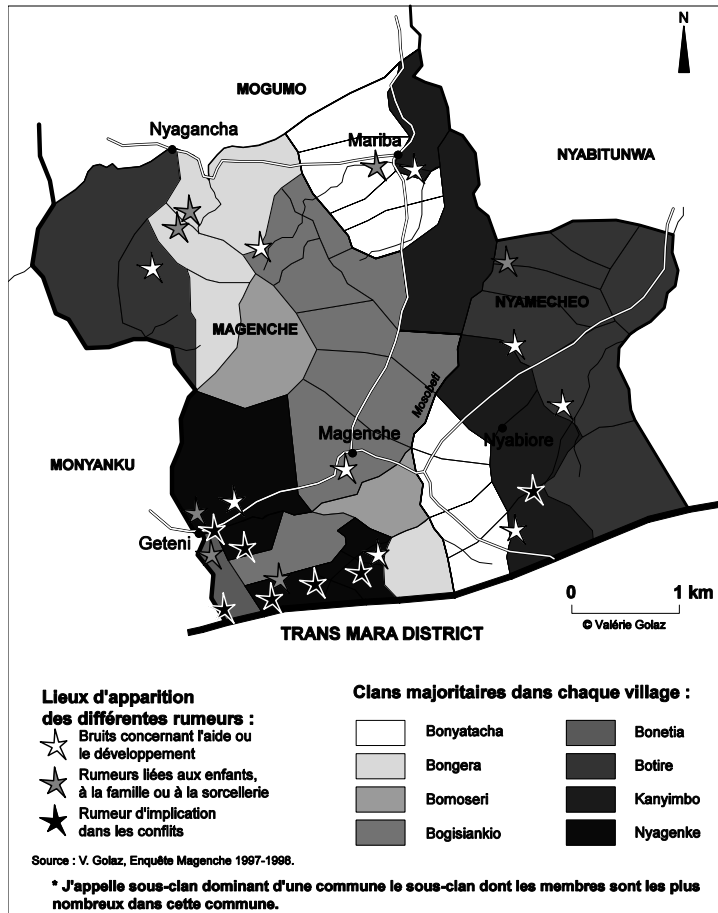
À la source des rumeurs

Les rumeurs les plus virulentes que j'ai rencontrées sont apparues dans des lieux concentrés au sud-ouest de Magenche (carte 2). Il est intéressant de remarquer que ceux que j'ai appelé les « bandits » dans la dernière partie et les voleurs de bétail Gusii ne forment pas des ensembles disjoints. Magenche compte, je m'en suis rendu compte à mes dépens, un noyau de personnes impliquées dans les méfaits en tout genre commis dans l'ensemble de la région : vols de bétail, agressions, viols, attaques à main armées, etc. Ce sont aussi eux qui ont donné cours aux dernières rumeurs à mon égard. On fait référence à ce groupe de personnes par le nom de leur sous-clan : les « Nyagenke ». Ils sont connus au-delà de Magenche, comme d'autres groupes du même genre qui vivent le long de la frontière Gusii / Maasai. Localement, on parle beaucoup de « *clan issue* » (question clanique), en particulier en ce qui concerne les Nyagenke. C'est un mélange de jalousie et de compétition entre sous-clans qui a pour effet de diviser la population et non de la réunir vers de mêmes objectifs. Par exemple, certains sous-clans cherchent à s'approprier une école déjà existante, et d'autres construisent leur propre école, car pourquoi leurs enfants iraient-ils à l'école des autres ? Dans cette atmosphère de compétition pour les ressources, les relations entre sous-clans sont tendues. Les mésactions des uns ou des autres sont systématiquement rapportées à leur appartenance clanique et que cette appartenance clanique définira à son tour le comportement des membres du clan dans l'esprit des individus. Il en est de même pour l'appartenance à une « commune »³⁷. Ces deux logiques, l'une sur le plan lignager, l'autre sur le plan purement géographique, coïncident dans le cas des hors-la-loi de Magenche : tout le monde parle des « Nyagenke » comme de la vermine de la région, et des communes d'Osani comme de leur territoire. L'explication donnée par la plupart des membres des autres sous-clans est que les Nyagenke sont catholiques et illettrés, ce qui n'est bien sûr pas vrai. Il y a des catholiques et des illettrés dans d'autres sous-clans, et celui de Nyagenke compte d'autres groupes religieux et des personnes instruites.

³⁷ J'utilise le terme « Commune » au sens de la division inférieure à la *sub-location*. Le terme employé localement est le mot anglais *village*, et un ancien de clan (*clan elder*) est l'interface entre l'*assistant chief* et la population de la commune.

Carte 2

**SOUS-CLAN DOMINANT* PAR COMMUNE
ET LIEUX DE MANIFESTATION DES RUMEURS**



Par exemple, même si on se tient aux Nyagenke qui habitent à Osani, 68 % sont adventistes. Mais ces adventistes se sont convertis plus tard que les autres adventistes de la région, à une époque où ils habitent déjà Osani et où certains se convertissent au catholicisme. Les différences d'adhésion religieuse y recouvrent donc probablement d'anciens clivages au sein de la population. De plus, le sous-clan de Nyagenke comprend des lignages implantés ailleurs, et à Osani, d'autres sous-clans sont aussi représentés.

Le sens du terme « clan »

Un autre argument majeur va à l'encontre de cette classification caricaturale : 36 % des ménages de la région de Magenche ne savent pas (ou ne veulent pas savoir) à quel sous-clan ils appartiennent. Ce qui est entendu, dans les discours locaux, comme « *clan* » n'est presque jamais le clan Gusii défini par ses règles d'exogamie. Le terme de « *clan* » est utilisé à Magenche, selon le contexte, pour désigner des groupes de descendance patrilineaires variant du ménage au sous-clan, ou pour des groupes totalement indépendants de leur appartenance clanique³⁸. Cet amalgame de notions est caractéristique de ce qui se passe actuellement dans l'ensemble du pays, où des concepts rigides fabriqués durant la colonisation pour essayer de classer les sociétés locales sont réappropriés et réappliqués hors contexte selon les nécessités (politiques) du moment, créant ainsi différents niveaux de cohésion dans la population.

Les rumeurs comme stratégie de dissuasion

« Nyagenke » en ekegusii désigne « ceux qui parlent derrière le dos de l'autre et sont silencieux en sa présence »³⁹. Le fait que les « Nyagenke » soient les instigateurs des rumeurs les plus graves, ou même qu'ils aient été manipulés dans ce sens, est intéressant, car cela montre aussi que la rumeur fait partie de leur stratégie de défense. En effet, par la rumeur, ils essaient de pousser certaines personnes à la fuite. C'est la stratégie qu'ils ont adoptée avec moi, mais je n'en ai pas été la seule victime. Deux professeurs Luo de l'école secondaire de Sengera, à Mariba, qui après avoir entendu courir le bruit que les Nyagenke étaient en train de fomenter un plan pour les tuer, ont décidé de quitter la région pour retourner chez eux⁴⁰. Au cours de mon séjour à Magenche, j'ai pu observer d'autres

³⁸ Les concepts lignagers étaient aussi fluides dans les années 1940, permettant une dynamique de scission et d'assimilation à plusieurs niveaux (Mayer, 1949).

³⁹ DC/KSI/3/2.

⁴⁰ En 1997–1998, des conflits entre Luo est Gusii sont apparus, dans les villes Luo (Kisumu et Homa Bay) d'où les Gusii ont été poussés à la fuite, et à la frontière Gucha / Migori ensuite, où des bandes

formes de défense. Il y a par exemple l'humiliation des autres, quand ils forcent mes interprètes à s'agenouiller sur leur passage. Rumeurs et humiliations ont le même objectif : confirmer la suprématie d'un groupe de la population sur les autres, et maintenir la population dans un état de crainte. Cela fonctionne très bien localement, et comme toutes mes interprètes refusaient de se rendre à Osani, j'ai dû employer, pour y achever mon enquête, une fille de pasteur adventiste, sur qui les Nyagenke n'avaient pas d'emprise.

Leur domination est complétée par une domination territoriale. Osani surplombe le marché de Magenche. Les densités de population y sont plus fortes, et les pentes plus raides qu'ailleurs à Magenche. D'Osani, on domine totalement le paysage : il est possible de contrôler à la fois l'arrivée de troupes ou de véhicules suspects au marché de Magenche et une possible attaque par l'arrière ou du côté Maasai. Cette position stratégique permet, avec seulement deux ou trois observateurs, de surveiller tous les mouvements aux alentours. Mais le site d'implantation de ce groupe d'agitateurs n'a pas été choisi par les habitants actuels, mais par leurs parents, grand-parents ou arrière-grand-parents. C'est donc le milieu dans lequel ils ont grandi et où ils perpétuent la mauvaise réputation qu'avaient déjà leurs parents.

L'apparition, au cours de ma période de terrain, d'une dernière rumeur aussi forte peut-être interprétée de deux manières. D'une part, la rumeur exprime un rejet de ma personne (comme le rejet des professeurs luo) de la part de la communauté. D'autre part, son existence même montre le contraire : mon implication à Magenche dans la vie de tous, et en particulier dans celle des Nyagenke, qui me l'ont ainsi reprochée.

Conclusion

Chacun des bruits qui ont couru à mon sujet à Magenche avait sa dynamique propre. On voit que certains d'entre eux sont plus faciles à détourner que d'autres. Les premiers bruits, liés à la représentation que la communauté se fait du chercheur étranger, ont été faciles à démentir, car ils ne s'appuyaient que sur une image fautive. Dès que les fondements d'un bruit sont plus solides (coïncidences et logique du raisonnement) ou moins vérifiables (sorcellerie), il peut se transformer en véritable rumeur. Il est impossible de démentir catégoriquement une rumeur, et le démenti pourrait même la renforcer. Mais on peut tout de même influencer une rumeur, la retourner, l'atténuer. La seule

armées ont sévi. La tension créée par ces événements a touché l'ensemble des pays luo et gusii (voir par exemple ER, 26/01/98).

certitude est qu'on ne peut pas empêcher les gens de parler ni de penser. Le chercheur étranger à la communauté, sujet privilégié des conversations locales, doit donc se débrouiller pour rendre les rumeurs favorables à son égard. Les frustrations des personnes, qui peut-être attendaient le plus de lui, peuvent se retourner à son encontre, c'est alors à lui de se tenir à l'écoute des rumeurs de manière à être suffisamment informé pour pouvoir se protéger.

Deux éléments concernant les rumeurs peuvent être déduits de cette expérience. D'une part, la rumeur est un instrument de pouvoir et de domination, utilisée ici par les bandits. D'autre part, son amplitude est probablement liée à la tension importante en période de conflits à Magenche. Cette tension se place à plusieurs niveaux. Il y a premièrement les vols de bétail et les attaques répétées des bandes Maasai, qui donnent un sentiment d'insécurité constant. Ensuite, il y a l'oisiveté et le sentiment d'impuissance des personnes qui dépendent des Maasai ou des Luo pour la terre ou l'emploi, et qui, en période de conflit, n'ont plus d'activité, et souvent perdent leurs moyens de subsistance.

Cette dépendance des régions voisines apporte une réponse supplémentaire à la question initiale concernant la densité de population élevée à Magenche. Outre les erreurs cartographiques déjà remarquées, il y a une différence notable entre la surface réelle dont les gens vivent, et celle dont ils dépendent administrativement. La population de Magenche dépend, outre des deux *sub-locations* de Magenche et Nyamecheo, des terres situées du côté Maasai, c'est-à-dire qu'en période de paix, la surface utilisée par la population de Magenche représente plus d'une fois et demi la surface officielle. La densité réelle à ce moment-là est donc relativement faible en comparaison de divisions administratives situées plus à l'intérieur du pays Gusii, où il n'y a pas de telle opportunité. L'économie locale repose en grande partie sur ces terres Maasai, sur les emplois d'ouvrier agricole offerts par les Maasai, et sur les activités informelles en pays Maasai.

Mais alors que les relations de voisinages, depuis toujours agitées, ont dégénéré, par l'action de membres éminents du gouvernement kenyan, en un conflit ethnique qui n'est plus contrôlable, comment la population va-t-elle s'adapter à cette crise ? Les Gusii n'ont pas d'autre alternative que de chercher à maintenir des liens avec les Maasai : ils dépendent de leurs terres et de leurs marchés, et n'ont aucun moyen de reconversion immédiat. La vie des « frontaliers » est déjà extrêmement précaire, et le banditisme chose courante.

Bibliographie

Journaux

Daily Nation (DN), *East African Standard* (EAS), et *Economic Review* (ER).

Archives

Kenya National Archives, Nairobi.

Golaz, V. (1997). Les migrations internes au Kenya, 1979–1989, Documents et Manuels du CEPED, Paris, 120p.

Håkansson, T. (1986). *Landless Gusii Women: A result of customary law and modern marriage patterns*. Working paper in African Studies. Department of Cultural Anthropology: University of Uppsala.

Håkansson, T. (1988). *Bridewealth, women and land. Social Change among the Gusii of Kenya*. Uppsala: Uppsala Studies in Cultural Anthropology.

Heald, S. (à paraître). Tolerating the intolerable: Cattle raiding among the Kuria of Kenya. In G. Aijmer & J. Abbink, *The Ambiguity of Violence*.

National Council for Population and Development (NCPD), Central Bureau of Statistics (CBS) & Macro International Inc. (MI). (1994). *Kenya Demographic and Health Survey, 1993*. Maryland: Calverton.

National Council for Population and Development (NCPD), Central Bureau of Statistics (CBS) & Macro International Inc. (MI). (1998). *Kenya Demographic and Health Survey, 1998. Preliminary Report*. Maryland: Calverton.

KENYA, Republic of. (1994). *Kenya Population Census 1989*, Vol. I. Nairobi: Central Bureau of Statistics.

LeVine, Robert, A. (1963). Witchcraft and Sorcery in a Gusii Community. In J. Middleton & E.W. Winter, *Witchcraft and Sorcery in East Africa*. London: Routledge and Kegan Paul.

LeVine, S. (1979). *Mothers and wives. Gusii women of East Africa*. Chicago: University of Chicago Press.

LeVine, S. (1982). The dreams of young Gusii women: A content analysis. *Ethnology*, 21(1), 63–77.

Mayer, I. (1975). The patriarchal image: Routine dissociation in Gusii families. *African Studies*, 34(4), 259–282.

Mayer, P. (1949). *The lineage principle in Gusii society*. Memorandum XXIV, IAI. Oxford : Oxford University Press.

- Mayer, P. (1954). "Witches", inaugural lecture given at Rhodes University, Grahamstown, Rhodes University.
- Médard, C. (1996). Les conflits "ethniques" au Kenya : une question de votes ou de terres. In *Afrique Contemporaine*, n°180, pp.62-74.
- Orvis, S.W. (1989). The political economy of agriculture in Kisii, Kenya: Social reproduction and household response to development policy. Political Science PhD Thesis, University of Wisconsin, Madison.
- Raikes, P. (1989). *Credit savings in rural Kenya: an example from Kisii*. IDS Working paper n° 466. Nairobi.
- Rutten, M. (1998). The Kenya 1997 general elections in Maasailand: say Moi is a dog!. Paper presented at the ASA UK biennial conference, *Comparison & transition*, University of London: SOAS. 14-16 September.
- Silberschmidt, M. (1991). *Rethinking men and gender relations: an investigation of men, their changing roles within the household, and the implications for gender relations in Kisii District, Kenya*. CDR Research Report n°16, Copenhagen.
- Silberschmidt, M. (1995). Gender antagonism and socio-economic change: A study from Kisii District, Kenya. PhD dissertation, CDR.
- Waller, Richard, D. (1984). Interaction and identity on the periphery: the Trans-Mara Maasai. In *International Journal of African Historical Studies*, 17(2), 243-284.
-